

# COP26 : le gâchis et la déception d'un accord a minima

(**Reporterre**) [Alexandre-Reza Kokabi](#) le 13 novembre 2021

[https://reporterre.net/COP26-le-gachis-et-la-deception-d-un-accord-a-minima?utm\\_source=newsletter&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=nl\\_quotidienne](https://reporterre.net/COP26-le-gachis-et-la-deception-d-un-accord-a-minima?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=nl_quotidienne)

*L'accord adopté à l'issue de la COP26 de Glasgow est largement insuffisant pour limiter à 1,5 °C la hausse globale des températures. Les demandes de financement des pays pauvres qui en subiront le plus les effets ont été écartées tandis que les promesses de sortie des énergies fossiles ont été affaiblies.*

Glasgow (Écosse), reportage

C'était le moment ou jamais pour éviter « *un aller simple vers le désastre* », selon les mots d'António Guterres, secrétaire général de l'ONU. Mais, malgré les conséquences déjà exponentielles du changement climatique, les sécheresses, les [famines](#), les [crues torrentielles](#) ou [les méga-feux](#) qui sévissent partout dans le monde, la COP26 a accouché d'un accord extrêmement décevant. Adopté ce samedi 13 novembre, dans la soirée, le texte oublie les pays les plus vulnérables et, s'il mentionne les énergies fossiles, la formulation a été édulcorée par rapport aux premières moutures. Et, surtout, les engagements des États ne permettent pas du tout de contenir le réchauffement global des températures à 1,5 °C.

Reporterre détaille les six principaux enseignements de ce sommet :

- **La COP26 compromet l'objectif de 1.5 °C**

En ratifiant l'[Accord de Paris](#) en 2015, les États s'étaient engagés à contenir le réchauffement climatique « *nettement en dessous des 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels* ». Alok Sharma, président britannique de la COP26, répétait même à l'envi que le sommet devait permettre de « *garder en vie le 1,5 °C* » et pousser les États du monde à accroître leurs engagements climatiques afin d'y parvenir.

Quelques progrès ont été obtenus. Dès le premier jour de négociation, une centaine de pays [ont promis](#) de réduire leurs émissions de méthane — [un puissant gaz à effet de serre](#) — de 30 % d'ici 2030. L'Inde [a également annoncé](#) qu'elle atteindrait l'objectif de zéro émissions nettes de carbone d'ici 2070.

Néanmoins, les engagements des pays pour « *garder en vie le 1,5 °C* » restent largement insuffisants. La Russie, l'Australie, le Mexique, le Brésil et l'Indonésie, qui avaient soumis des plans d'une ambition égale, voire inférieure à leurs précédents, transmis en 2015, n'ont par exemple pas daigné les améliorer. Le groupe de recherche Climate Action Tracker (CAT) a [révélé, mardi 9 novembre](#), que même si les contributions nationales déterminées (CND) pour 2030 étaient véritablement tenues, le monde se dirigerait vers un réchauffement à +2,4 °C d'ici la fin du siècle [1].

« Cette COP26 n'aura pas permis produire autre chose que des annonces. »

« Cette COP26 a échoué à combler le manque d'ambition des NDCs [Les "contributions nationales déterminées", les plans climat de chaque État], observe pour Reporterre le politiste et sociologue Stefan Aykut, coauteur du livre *Gouverner le climat ? 20 ans de négociations internationales* ([Les Presses de Sciences Po](#), 2015). Elle n'aura pas permis produire autre chose que des annonces perpétuelles, dont beaucoup ne sont pas transmises dans les NDCs et sont du recyclage d'annonces passées. »

Pour aligner les ambitions à l'urgence, l'accord de Glasgow « encourage » toutes les parties à soumettre dès l'année prochaine de nouveaux plans en phase avec « les objectifs de températures de l'accord de Paris », ce qui laisse la porte ouverte à un objectif à 2 degrés.

- **La sortie des énergies fossiles intégrée à l'accord de Glasgow, mais de façon édulcorée**

Moteur du changement climatique, les énergies fossiles ont été au cœur des débats comme jamais auparavant. Plusieurs coalitions sont nées au cours de ces deux semaines. Des États se sont engagés [pour une sortie du charbon](#), [la fin du financement de projets fossiles à l'international](#), ou encore [à ne plus délivrer de nouvelles licences d'exploration et d'exploitation](#) de pétrole et de gaz, et ce avec effet immédiat.

« Au centre de ce mouvement de désinvestissement des énergies fossiles, il y a la prise de conscience que pendant trop longtemps, les gens ont mis la pression sur les consommateurs en leur disant "En faites-vous assez ?" ou "Utilisez-vous la bonne ampoule ?". À la place, nous devons nous attaquer à la source du problème : à la mine, au puits de pétrole, au pipeline de gaz », a déclaré le ministre irlandais du Climat, Eamon Rayn, lors de la [conférence de presse de lancement de la Beyond Oil and Gas Alliance](#) (Boga), auquel son pays s'est rallié.

Surtout, l'accord adopté à Glasgow mentionne la sortie progressive du charbon ainsi que des subventions aux combustibles fossiles. Depuis près de trente ans, les négociations climatiques internationales n'avaient jamais permis de mettre à l'index les énergies fossiles, pourtant à l'origine de près de 90 % des émissions mondiales de CO<sub>2</sub> et de 70 % des émissions totales de gaz à effet de serre. C'est désormais chose faite, n'en déplaise aux pays pétroliers comme l'Arabie saoudite, la Russie ou l'Australie, qui ont fait pression jusqu'au bout pour faire supprimer ce passage, estimant que leur mix énergétique national n'était pas négociable. Ces pays ont toutefois réussi à considérablement l'edulcorer par rapport à la première mouture du texte [qui avait été révélée mercredi](#). Ému aux larmes, le président de la COP26 Alok Sharma s'est dit « profondément désolé », samedi soir, pour l'affaiblissement de ce passage, détricoté jusqu'à la dernière minute.

« Malheureusement, la version finale est largement insuffisante, déplore auprès de Reporterre Nicolas Haeringer, l'animateur en France de 350.org. L'accord mentionne seulement une suppression progressive du charbon "non compensé à la source", et c'est une brèche dans laquelle vont pouvoir s'engouffrer les États malveillants. C'est un vrai recul, le texte n'est pas assez contraignant, nous ne pouvons pas nous en satisfaire. »

Après Glasgow, les États devront vite mettre les mains dans le cambouis fossile : selon le Programme des Nations unies pour l'environnement, d'ici 2030, les États prévoient pour l'heure de produire deux fois plus d'énergies fossiles que ce qu'il faudrait pour rester en deçà de 1,5 °C.

- **Les pays vulnérables abandonnés**

Au Scottish Event Campus de Glasgow, l'autre sujet crucial concernait les pays les plus vulnérables face aux effets du changement. Les pays du Sud et les ONG demandaient la création d'un mécanisme de financement spécifique pour financer les « pertes et dommages », c'est-à-dire les dégâts irréversibles générés par des catastrophes climatiques soudaines ou les phénomènes à occurrence lente, comme la montée du niveau des mers ou la désertification des sols, qui ne peuvent être évités ni par des actions de réduction des émissions de gaz à effet de serre, ni par l'adaptation.

Durant la COP26, malgré [les efforts de l'Écosse, de la Wallonie et de l'Allemagne](#), cette demande a capoté à cause des États-Unis et de l'Union européenne (notamment la France), historiquement

responsables du changement climatique. Ils craignaient, en effet, que la reconnaissance des pertes et préjudices n'entraînent des poursuites judiciaires à leur égard.

Les pays de l'Alliance of Small Island States (AOSIS), le G77 — une coalition de pays en développement — et la Chine, représentant 85 % de la population mondiale, se sont résignés à abandonner cette revendication dans l'accord final. « *Nous sommes extrêmement déçus* », a insisté la délégation d'Antigua-et-Barbuda, samedi, au nom de ces pays. Leur lot de consolation : un dialogue de deux ans pour « *discuter des arrangements de financements pour éviter, limiter et répondre aux pertes et dommages* ». « *Proposez-vous à quelqu'un qui est en danger de mort de venir l'aider, mais seulement d'ici deux ans ?* », interroge Fanny Petitbon, experte climat au sein de l'ONG Care. « *L'incapacité à fournir ces financements cruciaux se mesure en vies perdues chez nous* », tempêtait quelques jours plus tôt [Mia Mottley, la Première ministre de la Barbade](#).

Cela ne va pas apaiser les relations Nord/Sud, déjà explosives : à l'aube de la COP26, les pays vulnérables étaient déjà échaudés car les pays du Nord n'avaient pas respecté leur promesse, faite il y a douze ans, de donner 100 milliards de dollars par an (86 milliards d'euros), dès 2020, pour les aider à faire face au changement climatique. Les pays vulnérables attendaient donc que les pays riches reconnaissent le non-respect de leur engagement, et s'engagent à payer. Dans l'accord de Glasgow, 2023 est devenue une nouvelle échéance pour cette promesse. « *Le texte de décision de la COP se contente de regretter ce retard mais n'incite pas pour autant les États à combler l'écart pour chaque année passée* », dénonce Fanny Petitbon.

Par ailleurs, en 2019, seulement un quart des fonds climat étaient mobilisés pour aider les pays à s'adapter aux effets du changement climatique, contre 64 % pour réduire leurs émissions, ce qu'on appelle l'atténuation. L'accord de Paris prévoit pourtant un équilibre entre les deux. Le texte de Glasgow engage les États à doubler leurs financements pour l'adaptation. « *Une promesse très insuffisante par rapport aux besoins et à ce que demandaient les pays en développement* », juge Armelle Le Comte, porte-parole d'Oxfam France.

« Les textes de décision reflètent le cynisme des pays riches. »

« *Si les principaux pays pollueurs ne viennent pas aux COP avec la ferme intention d'aider ceux qui subissent les pires impacts du changement climatique alors on est en droit de se demander ce qu'ils sont venus faire à Glasgow*, s'insurge Fanny Petitbon. *Les textes de décision reflètent le cynisme des pays riches : leurs chefs d'État et de gouvernement prononcent des discours pleins d'empathie devant les caméras, mais ce n'est pas la même musique qui se joue derrière les portes closes des salles de négociation.* »

- **Les États jettent leur dévolu sur les marchés carbone**

Les États planchaient également sur l'article 6 de l'accord de Paris, qui porte sur le fonctionnement des marchés carbone internationaux, un sujet laissé en suspens à la COP24 et à la COP25. Ils l'ont adopté. Concrètement, il s'agit d'un mécanisme financier visant à réduire les émissions industrielles de gaz à effet de serre en leur donnant un prix. Un plafond annuel d'émissions de CO<sub>2</sub> est imposé, sous forme de quotas. Les pays ou entreprises qui dépassent ce plafond peuvent racheter des quotas à ceux qui ne l'ont pas atteint.

Ils ont notamment supprimé le principe de double comptage, qui permettait à deux pays de comptabiliser les crédits carbone liés à un même projet de réduction d'émissions de CO<sub>2</sub>. En revanche, ce mécanisme risque de permettre à des États ou des multinationales de se contenter de payer des permis de polluer plutôt que d'agir contre le changement climatique.

« Avec l'adoption de cet article 6, les États entérinent la remise en cause de l'intégrité de l'Accord de Paris en faisant des marchés et de la compensation carbone un levier de leur action, déplore Myrto Tilianaki, de CCFD - Terre Solidaire. La compensation carbone détourne de l'effort prioritaire de réduction d'émissions et met en péril l'objectif de 1,5 °C. Ce n'est pas un hasard si les principaux pollueurs ont multiplié les annonces de neutralité carbone et fait la promotion des marchés carbone pendant la COP26 : cela permet de continuer leur business as usual prédateur pour le climat, la biodiversité et les droits humains. »

Une des principales dérives de ces marchés carbone est, en effet, que des multinationales ou des États financent des projets de reforestation en compensation de leurs émissions. Or, des communautés autochtones sont parfois chassées des terres convoitées. « Dans les faits, cela veut dire que les communautés indigènes ne peuvent plus venir y chasser, pêcher ou même venir cueillir des plantes pour se soigner », [a déploré](#) Eriel Deranger, directrice exécutive de l'organisation Indigenous Climate Action, lors d'une manifestation en marge de la COP26.

- **La France et l'Europe en retrait**

La France a longtemps brillé par son absence dans les différentes coalitions visant à sortir des énergies fossiles. Jusqu'au vendredi 12 novembre, elle était le seul pays de la coalition Export Finance for Future, qu'elle a elle-même lancée en avril dernier pour « accélérer la sortie progressive du financement des projets fortement émetteurs de gaz à effet de serre », à ne pas avoir renoncé à financer de projets fossiles à l'international d'ici à fin 2022. Sur le fil, elle a finalement rejoint cette coalition et fait partie des fondatrices de l'alliance Boga, qui l'engage [à ne plus délivrer de nouvelles licences d'exploration et d'exploitation](#) de pétrole et de gaz. Une annonce tempérée le jour même par Bercy, [qui a annoncé au Monde](#) qu'aucun projet ne sera abandonné dans l'immédiat « parce qu'il n'y en a pas sans captage et stockage de CO<sub>2</sub> ».

Surtout, la France a manœuvré pour que le gaz et le nucléaire soient inclus dans la « taxonomie verte » européenne des investissements dans les énergies vertes. Elle aurait, en effet, [cosigné un texte](#) avec la Pologne, la Hongrie et la République tchèque afin de les faire accepter dans la liste. Mardi 9 novembre, en pleine COP, Emmanuel Macron [a annoncé](#) la construction de nouveaux réacteurs nucléaires en France. Deux jours plus tard, cinq pays — l'Allemagne, l'Autriche, le Danemark, le Luxembourg et le Portugal — ont publié [une déclaration commune](#) pour une taxonomie européenne sans nucléaire.

Ainsi divisée, l'Europe serait restée, selon plusieurs observatrices, très en retrait dans les négociations, sauf pour faire capoter les « pertes et dommages » pour les pays vulnérables. Rachel Kyte, l'ex-représentante de l'ONU sur le climat, [s'est demandée](#) sur Twitter si l'Union européenne n'avait pas oublié son ambition politique aux vestiaires. « L'UE est invisible dans cette COP », estimait aussi, jeudi, Laurence Tubiana, l'une des architectes de l'accord de Paris. « C'est d'autant plus surprenant qu'elle est la première pourvoyeuse de financements climatiques au monde. Je ne comprends pas et je ne suis pas contente. »

- **Pendant que la société civile manifeste, les lobbies fossiles gangrèment la COP26**

La société civile a manifesté du premier au dernier jour du sommet pour maintenir la pression sur les gouvernements, et tenter de briser le cycle de « trente années de bla-bla » sur le climat, comme n'a cessé de le dénoncer la jeune activiste suédoise Greta Thunberg. Point d'orgue de ces mobilisations : les marches du samedi 6 novembre [à Glasgow](#) et partout ailleurs dans le monde, durant lesquelles des centaines de milliers de citoyens ont exigé une action climatique plus ambitieuse. « Malheureusement,

*avec le coût exorbitant de l'hébergement et les inégalités d'accès aux vaccins contre le Covid-19, bon nombre de nos camarades des communautés les plus impactées par le changement climatique n'ont pas pu venir et contribuer à mettre la pression sur les négociateurs », regrette Marine Pouget, du Réseau action climat (Rac) qui dénonce « une COP26 pas assez inclusive ».*

« Les peuples à l'intérieur, les pollueurs dehors ! »

Pendant ce temps, à l'intérieur du Scottish Event Campus de Glasgow, qui abritait la COP26, le nombre de lobbyistes des énergies fossiles était plus important que celui de n'importe quel État. Il était même supérieur au total des délégations des huit pays les plus touchés par le changement climatique au cours des deux dernières décennies, selon des militants climatiques emmenés par Global Witness [à partir des données des Nations unies](#). « Il faut vraiment interdire d'accès aux COP les lobbies de l'industrie fossile, affirme Nicolas Haeringer. Les peuples à l'intérieur, les pollueurs dehors ! Pour l'instant, c'est l'inverse qui se passe et ça a des effets désastreux. »

1 / 4

« On vous regarde », ont brandi des manifestants le 6 novembre 2021.

Jeff Bezos, ex-PDG d'Amazon, a aussi pris la parole à la tribune aux côtés d'Emmanuel Macron. Dans la « zone verte » ouverte au public, [des entreprises comme Unilever écoblanchissaient leur image](#), célébraient des alliances « net-zero ». Au pavillon du Qatar, la Coupe du Monde de football 2022, [désastre social et écologique, se faisait passer pour une compétition vertueuse](#). Le but de ces participants était-il vraiment de « garder en vie le 1,5 °C » nécessaire pour limiter les effets désastreux du changement climatique ?